

Service Risques Naturels et Technologiques
Unité Départementale de la Haute-Corse
Route d'Agliani - Montesoro
20600 Bastia

Bastia, le 23/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/04/2023

Contexte et constats

Publié sur



BUTAGAZ SAS

Lieu-dit Pineto
20290 LUCCIANA

Références : SRNT/2023-113
Code AIOT : 0007300007

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/04/2023 dans l'établissement BUTAGAZ SAS implanté Centre emplisseur, lieu dit Pinetto 107 20290 Lucciana. L'inspection a été annoncée le 23/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BUTAGAZ SAS
- Centre emplisseur, lieu dit Pinetto 107 20290 Lucciana
- Code AIOT : 0007300007
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le centre emplisseur exploité par la société BUTAGAZ à Lucciana, lieu-dit "Pineto", permet un approvisionnement en butane et propane "vrac" et en produits conditionnés (bouteilles) d'une clientèle constituée par les entreprises, les établissements publics (hôpitaux, maisons de retraite, écoles, cantines, salles de sport, etc...), les H.L.M. et les particuliers.

Le site, autorisé depuis 1965, est classé "SEVESO seuil haut" et réglementé par l'arrêté préfectoral n°2B-2018-08-09-004 du 9 août 2018 portant actualisation des prescriptions applicables aux

installations exploitées par la SAS BUTAGAZ, route de Pineto, sur la commune de Lucciana.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- accidentologie dans les Seveso,
- maintenance de la MMR "Fermeture du clapet de fond des camions sur mise en sécurité dui site",
- accessibilité du site pour les services d'incendie et de secours.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Maintenance et test d'une MMR	AP Complémentaire du 09/08/2018, article 7.10.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Accès pour l'intervention des services de secours	AP Complémentaire du 09/08/2018, article 7.2.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mise en place d'un Système de Gestion de la Sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Sans objet
2	Recensement des évènements	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6	/	Sans objet
3	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) : Suivi des défaillances	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5	/	Sans objet
4	Audits et revues de direction	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Déclaration et analyse des causes des événements à l'inspection	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le centre emplisseur BUTAGAZ du Lucciana dispose d'un système de gestion de la sécurité conforme à la réglementation applicable et permettant de remonter et d'analyser les incidents et accidents susceptibles de survenir sur le site. Les événements touchant aux mesures de maîtrise des risques sont correctement identifiés et gérés par l'exploitant.

Concernant la maintenance des mesures de maîtrise des risques, l'inspection demande à l'exploitant de s'assurer que le temps de fermeture des clapets de fond des camions du site est bien contrôlé tous les ans.

Enfin, concernant l'accessibilité du site pour les services d'incendie et de secours, il est demandé à l'exploitant de solliciter la réfection de la route d'accès au site auprès de la mairie de Lucciana en rappelant les enjeux de sécurité liés à ce site classé SEVESO seuil haut (site industriel à haut risque).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en place d'un Système de Gestion de la Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Actions nationales 2023, Existence SGS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : L'exploitant dispose d'un système de gestion de la sécurité (version avril 2021). Ce SGS s'applique à l'ensemble du site emplisseur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Recensement des évènements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des performances
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.
Constats : L'organisation mise en place pour détecter et faire remonter les incidents/accidents repose sur 2 dispositifs : 1. une procédure de remontée des accidents/incidents (incluant les accidents de travail). Cette procédure prévoit la réalisation d'une fiche de rapport d'incident qui est transmise au responsable HSE. Le responsable HSE réalise un rapport mensuel (l'inspection a consulté le rapport de mars 2023). Ces évènements sont hiérarchisés selon une échelle propre au groupe communiquée à l'inspection. 2. un logiciel de suivi de la maintenance (GMAO) qui permet la création d'une fiche pour toute anomalie/défaillance débouchant ou non sur un incident/accident. L'inspection consulte la fiche n°1032 correspondant au déclenchement intempestif du dispositif BI-LAME (détection de niveau d'une des sphères de propane) le 30 mai 2022. Sur le site, 3 agents dont le chef d'établissement peuvent ouvrir une fiche anomalie. Les fiches sont remontées et gérées ensuite par le service Etude Technique Réglementaire. Les dysfonctionnements survenant sur des dispositifs MMR/MMRi sont automatiquement identifiés sur le logiciel. Sur la fiche n°1032 "Déclenchement intempestif BI-LAME", le dispositif BI-LAME est bien reconnu et classé comme une MMR de type détecteur. Pour inciter à la remontée d'informations par tous les personnels, l'exploitant organise des "Safety Walk" sur le site ainsi qu'une réunion sécurité chaque semaine (flash HSE). L'exploitant bénéficie également d'un appui d'un assistant technique régional une fois par mois pour des contrôles plus poussés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) : Suivi des défaillances

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5
Thème(s) : Actions nationales 2023, MMR : suivi des défaillances
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ ou préventives nécessaires sont menées.</p> <p>Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives.</p> <p>Les défaillances sont des dysfonctionnements de nature à compromettre la fonction de sécurité d'une mesure de maîtrise des risques et à remettre en cause l'efficacité attendue, y compris de manière temporaire. Les anomalies sont des dysfonctionnements qui ne sont pas de nature à compromettre la fonction de sécurité de la mesure de maîtrise des risques ni à remettre en cause l'efficacité attendue (par exemple par effet d'une sécurité positive).</p> <p>A l'occasion du réexamen de l'étude de dangers le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies.</p>
Constats : <p>Les défaillances et anomalies de mesures de maîtrise des risques (MMR) sont correctement enregistrées et gérées par l'exploitant à travers les fiches anomalies de la GMAO.</p> <p>La fiche anomalie prévoit une "première analyse". Par exemple, pour la fiche n°1032 "Déclenchement intempestif BI-LAME", il est indiqué les premiers tests réalisés (contrôle de tous les câbles (serrage), test sur boîtier coffret alarme, etc.). L'analyse de la cause profonde est ensuite réalisée par le service Etude Technique Réglementaire. Par exemple, pour la fiche n°1032, le service ETR a identifié comme cause profonde une partie électronique de la sonde défectueuse.</p> <p>La fiche anomalie prévoit une proposition/description de la marche équivalente à mettre en place le temps que l'anomalie sur la MMR soit levée. Par exemple, pour la fiche n°1032, une mesure radar est mise en place en remplacement dans l'attente du remplacement du capteur.</p> <p>Les mesures correctives et/ou préventives validées par le service ETR sont suivies et tracées chacune via un "bon de travail" (BT) auquel le responsable du site doit donner suite jusqu'à clôture du bon de travail.</p> <p>L'inspection propose en piste d'amélioration à l'exploitant de faire apparaître explicitement les "causes profondes" de l'anomalie sur la fiche anomalie. Ces causes profondes doivent permettre à l'occasion du réexamen de l'étude de dangers de questionner les niveaux de confiance des MMR.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Audits et revues de direction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7
Thème(s) : Actions nationales 2023, Réalisation d'audits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.
Constats : L'exploitant d'une procédure (SE.IN/EH.01) relative au déroulement des audits de son SGS. Le système est audité une fois par an : une fois en interne, deux fois en externe. En 2023, un audit interne qui est prévu sur le site. Les gestions des accidents/incidents/défaillances ou anomalies des MMR sont auditées lors de ces contrôles. L'exploitant dispose d'une trame d'audit avec des indicateurs. A l'issue de chaque audit, des actions sont décidées et attribuées. Ces actions sont suivies sur un logiciel dédié (SynergiLife).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Déclaration et analyse des causes des événements à l'inspection

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69
Thème(s) : Actions nationales 2023, Information de l'ICC des accidents/incidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme
Constats : L'exploitant a bien informé l'inspection pour les derniers incidents survenus sur le site (exemple de la défaillance du bi-lame ou de la dernière inondation). Néanmoins, il n'existe à la connaissance de l'exploitant aucune procédure standardisée pour décider de l'information de l'inspection : ce point pourrait être amélioré et intégré au SGS.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Maintenance et test d'une MMR

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/08/2018, article 7.10.1
Thème(s) : Risques accidentels, Généralités sur les mesures de maîtrise des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans le cadre du SGS de l'établissement, les MMR font l'objet des opérations de maintenance et des tests permettant de s'assurer qu'elles sont conformes aux hypothèses retenues dans le cadre de l'étude de dangers, notamment en matière d'efficacité et de cinétique de mise en œuvre par rapport aux événements à maîtriser. Ces opérations de maintenance et de vérifications sont enregistrées et archivées.
Constats : L'inspection vérifie la bonne maintenance de la MMR "Fermeture du clapet de fond des camions sur mise en sécurité du site". La fonction de cette MMR est de prévenir une fuite majeure ou une agression thermique susceptible de conduire à un effet domino en cas d'arrachement ou déconnexion du bras de transfert lors du chargement camion. L'étude de dangers prévoit : <ul style="list-style-type: none">- que les boutons d'alarme sont testés tous les 6 mois : l'inspection constate sur la GMAO que les 8 boutons presseurs du site ont bien été contrôlés dans ce délai,- que le bloc logique de sécurité (BLS) est testé tous les ans : l'inspection constate sur la GMAO que la BLS a bien été contrôlée dans ce délai. L'exploitant transmet par ailleurs le dernier rapport de contrôle de la BLS (décembre 2022),- que le clapet de fond est testé tous les ans chez le transporteur. Ce contrôle concerne 4 camions. L'exploitant vérifie que le camion a bien fait l'objet de son contrôle annuel. Cependant, l'exploitant n'est pas en mesure d'affirmer que le temps de fermeture du clapet est bien été contrôlé (il doit être inférieur à 30 secondes). L'inspection demande à l'exploitant de s'assurer que le temps de fermeture du clapet est bien contrôlé tous les ans. Ce point doit figurer dans le rapport annuel du contrôle de chaque camion.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3mois

N° 7 : Accès pour l'intervention des services de secours

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/08/2018, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement dispose en permanence de 3 accès permettant, à tout moment, l'intervention des services d'incendie et de secours.
Constats : L'inspection a constaté que la route d'accès au site est particulièrement endommagée. La gestion de cette route relèverait, après confirmation de la DDT de la Haute-Corse, de la compétence de la mairie de Lucciana. Aussi, l'inspection demande à l'exploitant de solliciter par courrier la mairie de Lucciana pour engager la réfection de cette route dans les meilleurs délais. Il sera en particulier rappelé que les services d'incendie et de secours doivent pouvoir intervenir rapidement sur le site qui est classé SEVESO seuil haut (site industriel à haut risque).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3mois